**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT   
D’UN CONSULTANT INTERNATIONAL CHARGE D’ELABORER LE PLAN DE COMMUNICATION ET DE PLAIDOYER EN APPUI A LA REFORME ET A LA MODERNISATION DE L’ ETAT CIVIL AUX COMORES**

**---------------**

**Titre du poste :** Consultant international chargé d’élaborer le plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores.

**Superviseur du poste :** Beatrice Wakimunu-Lelias, Représentante Adjointe a.i de l’UNICEF avec la facilitation de *Mr Ismael SAADI, Administrateur du programme Protection de l’enfance.*

**Programme :** *Protection de l’enfance*

**Lieu :** *Moroni*

**Durée :** *2 mois et demi*

**Date de démarrage :** *Dès que possible*

**Date limite de dépôt des dossiers de candidature :** le 30 décembre 2022 *à 12 h 00 (heure de Moroni)*

**I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

L’état civil aux Comores est dans une situation de faiblesse et d’insuffisance qui a conduit le gouvernement à décider sa modernisation. Le Président de la République a officiellement lancé le projet d’ appui à la modernisation de l’état civil aux Comores le 28 juillet 2022. La France accompagne le financement de ce projet qui est à la fois le support des fondamentaux juridiques et organisationnels d’un état civil moderne et le préalable d’un programme plus ambitieux visant, ultérieurement avec des moyens plus conséquents, à la refondation et à l’informatisation de l’état civil. Le projet a financé l’évaluation normalisée du système des faits et des statistiques de l’état civil aux Comores, conformément aux grilles d’évaluation du programme panafricain d’amélioration de l’enregistrement des faits d’état civil APAI-CRVS. Cette évaluation, menée avec l’appui technique de l’UNICEF, a orienté ses travaux dans un esprit de consolidation des acquis résultant des actions de formation des acteurs déjà menées. Elle a balisé le chemin de l'introduction des normes et standards internationaux ainsi que de l’informatisation dans une future loi, en conformité avec les décisions du conseil des ministres africains en charge de l’état civil. Les résultats de l’évaluation permettent de bien identifier et comprendre les barrières à l’origine du disfonctionnement du système d’état civil aux Comores et de proposer les actions à mener pour y remédier. Il a été observé que des acquis ont été enregistrés ces dernières années aux Comores, dans le domaine de l’enregistrement des naissances, dont le taux actuel est de 85%, bien au-dessus des ratios habituels en Afrique. En revanche, les décès et mariages ne sont quasiment pas enregistrés (<10%). Des goulots d’étranglement subsistent, des pratiques socio-culturelles et l’insuffisance voire l’absence de coordination inter services constituant des freins à l’amélioration de l’état civil et de l’identification de la population comorienne.

Cette situation se traduit en priorité sur le terrain par  une absence d’engagement politique en faveur de la coordination des programmes et activités concernant l’état civil, des faiblesses dans l’appropriation et l’application des textes, une insuffisance de sensibilisation de la population et son désintérêt, une absence de collaboration entre les différents organismes chargés de l’enregistrement des faits d’état civil et de l’institut des statistiques. Eu égard au constat de méconnaissance et de désintérêt de la population pour le service de l’état civil, plusieurs recommandations ont été formulées pour sensibiliser et engager la population à l’état civil  dans le rapport d’évaluation normalisée du système des faits et des statistiques de l’état civil aux Comores. Un modèle de communication et d’engagement des communautés devra être conçu pour la population en générale et la diaspora comorienne et ses réseaux en particulier, compte tenu des différents environnements sociaux et culturels

Afin de soutenir la mise en œuvre de ces recommandations et la réalisation de l’ objectif 5 du projet d’ appui à la modernisation de l’ état civil aux Comores, en étroite collaboration avec le ministère de ministère de l’Intérieur, de l‘Information, de la Décentralisation et de l’Administration Territoriale Chargé des Relations avec les Institutions, l’ UNICEF recrute un(e) consultant(e) internationale chargé(e) d’ appuyer l’ élaboration d’ un plan de communication pour le changement Social et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores.

**II. OBJECTIFS**

* 1. **Objectif global**

Le but de la consultation est d’ élaborer un plan de communication pour le changement Social et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores en mettant l’accent sur la mise en œuvre des recommandations de l’evaluation normalisée de l’ état civil portant sur la sensibilisation de la population pour un changement social et de comportement..

* 1. **Objectifs specifiques**
* Définir une théorie de changement pour l’adoption des bonnes pratiques en matière d’état civil ;
* Définir les axes, les stratégies et planifier les actions de communication pour le changement social et de plaidoyer pour accompagner l’élaboration et la validation du projet de loi portant sur l’ état civil ;
* Elaborer le plan d’action de communication pour le changement social, de plaidoyer et de visibilité en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;

**III – TACHES DU CONSULTANT**

De manière spécifique, le consultant aura à charge de :

* Passer en revue toute la documentation, y compris les plans de communication précédents et les recommandations de l’ évaluations portant sur l’ état civil aux Comores ;
* Faire l’analyse de la situation faisant ressortir les problèmes et goulots ( socio comportementaux) ainsi que les solutions ;
* Fournir des orientations pour l’organisation des campagnes d’information et de sensibilisation à la population sur les questions de l'état civil et l’ organisation d’ atelier de sensibilisation et de plaidoyer en faveur d’une bonne gestion de l'état civil ;
* Organiser une réunion de lancement du processus d'élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;
* Organiser la réunion d'orientation pour les membres de l'unité de gestion et du groupe technique de travail du projet d’ appui à la modernisation de l’état civil aux Comores sur la compréhension complète des activités communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;
* Appuyer le développement du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;
* Elaborer une boite à outils pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités du plan.

**IV-RESULTATS ATTENDUS**

Les livrables du consultant international sont les suivants :

1. Une feuille de route détaillée pour l'élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;
2. Un rapport à mi-parcours présentant l'avancement du processus d'élaboration du plan de communication et de plaidoyer en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;
3. La tenue de l’ atelier d’élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;
4. La finalisation du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores ;
5. L’ élaboration d’ une boite à outils pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités du plan.

**V : DUREE ESTIMÉE DU CONTRAT ET RÉMUNÉRATION**

Le consultant sera engagé sous contrat individuel, immédiatement après l'achèvement de la procédure de passation des marchés, pour une période approximative de deux mois et demi calendaires à compter de la signature du contrat. Le nombre exact de jours avec les délais spécifiques devrait être proposé par le consultant et discuté et confirmé par l'UNICEF lors de la signature du contrat. Les termes de référence sont une partie intégrante du contrat à signer avec le consultant. Les montants et les modalités de paiement sont l'objet de négociations, mais doivent se conformer aux normes des Nations Unies. Une ventilation détaillée du projet de budget doit être soumise avec la proposition technique.

**VI-TRANSMISSION DES RAPPORTS**

Le consultant international rapportera directement à la Représentante Adjointe de l’UNICEF. Un point bimensuel sera fait avec l’unité de gestion du projet de modernisation de l’état civil aux Comores, la consultante nationale chargée de la communication avec l’appui de l’Administrateur chargé du programme protection de l’enfance de l’UNICEF, pour renseigner de l’état d’avancement des activités et des progrès vers l’atteinte des résultats.

Les différents produits seront soumis au Comité de Pilotage du projet de modernisation de l’état civil aux Comores. Les paiements seront effectués sur la base des produits approuvés.

**VII--MODALITES DE PAIEMENT**

Les dépenses générées par la réalisation de la mission objet des présents termes de référence seront supportées par les fonds du projet de modernisation de l’état civil aux Comores. Les tranches d’honoraires du consultant seront payées à la soumission des produits attendus.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Paiements** | **Produits** | **Produits** |
| **1e tranche :**  **20%** | **Produit 1** | Une feuille de route détaillée pour l'élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores. |
| **2e tranche :**  **40%** | **Produit 2** | Le rapport à mi-parcours présentant l'avancement du processus d'élaboration du plan de communication et de plaidoyer et le rapport de l’ atelier d’élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores. |
| **3e tranche :**  **40 %** | **Produit 3** | Le plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores et la boite à outils pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités du plan de communication et de plaidoyer. |

L'UNICEF se réserve le droit de retenir tout ou partie du paiement si la performance est insatisfaisante, si les livrables sont incomplets ou ne répondent pas aux normes de qualité de l'UNICEF et le Gouvernement de l’Union des Comores. Si le retard est le résultat de la soumission tardive des commentaires des intervenants sur les livrables présentés par le contractant, ou, le consultant ne sera pas tenu responsable et aucune pénalité financière appliquée. Le paiement du consultant (selon le calendrier ci-dessus) sera basé sur la soumission des livrables réels jugée satisfaisante par l'UNICEF. Dans le cas où une extension calendaire du contrat est nécessaire, cela devrait être fait à budget égal si le retard est le fait du consultant. Dans le cas où le retard n'est pas de son fait, une indemnisation de type per diem UN serait proposée au consultant. L’UNICEF ne fournit pas de couverture d'assurance maladie au contractant, qui devra disposer d’une assurance spécifique, attestée par un document de son assureur.

**VIII-GESTION DE LA MISSION**

Les travaux d’élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores sera placé sous la coordination générale du Comité de Pilotage du projet de modernisation de l’état civil aux Comores. La supervision directe du consultant sera effectuée par l’UNICEF en étroite collaboration avec l’unité de gestion du projet de modernisation de l’état civil aux Comores. Cette unité de gestion mettra à la disposition du consultant tous les documents utiles ainsi que la liste des parties prenantes pour lesquelles il facilitera les rencontres.

Il conviendra d’un calendrier de travail avec les consultants et facilitera la tenue des réunions de validation. L’expert international recruté devra présenter une méthodologie de travail qui prendra en compte les termes des objectifs spécifiques déclinés plus haut.

**IX-CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA MISSION**

La consultance se déroulera du 15 janvier au 30 mars 2022 avec 11 semaines de travail pour finaliser le plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores. La consultation s’effectuera à distance et à Moroni, avec des missions sur le terrain.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités** | **S1** | **S2** | **S3** | **S4** | **S5** | **S6** | **S7** | **S8** | **S9** | **S**  **10** | **S**  **11** |
| Revue documentaire | X |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Une feuille de route détaillée pour l'élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores |  | X |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Organisation des campagnes d’information, de sensibilisation et de plaidoyer sur la bonne gestion de l'état civil |  |  | X | X | X | X |  |  |  |  |  |
| Atelier d’élaboration du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores |  |  |  |  |  |  | X | X |  |  |  |
| Validation du plan de communication et de plaidoyer  en appui à la reforme et à la modernisation de l’ état civil aux Comores. |  |  |  |  |  |  |  | X | X |  |  |
| Finalisation et transmission du rapport final de la consultation d’ une boite à outils pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités du plan |  |  |  |  |  |  |  |  |  | X | X |

Le consultant international effectuera deux missions aux Comores de 55 jours. Il arrivera à Moroni la semaine 2, après avoir pris connaissance de la documentation qui lui aura été envoyée préalablement sous format électronique.

**X-PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les produits de la consultation sont réputés propriété du ministère de l’Intérieur, de l’information, de la décentralisation et de l’administration territoriale, chargé des relations avec les institutions et l’UNICEF. Aussi, se réservent-ils le droit :

* D’utiliser et reproduire les études et toutes autres pièces demandées ;
* D’utiliser ces pièces et documents dans le cadre d’études et de consultations ultérieures ;
* De publier des documents sur fond de plan à l’occasion d’éventuelles réunions de concertations, d’actions de communication ou d’enquête publique ;
* D’exiger du titulaire tout document écrit de quelque nature que ce soit ou tous fichiers informatiques en rapport avec ce projet.

**XI-QUALIFICATIONS ET COMPETENCES**

* Formation académique (Niveau BAC + 5) en sciences sociales (anthropologie, psychologie, sociologie, études de développement, santé/l'éducation/ communication pour le développement, etc.) avec une spécialisation dans le domaine du changement social et de comportements ;
* Justifier d’une solide expérience dans l’élaboration de plans d’action de communication ;
* Avoir une maîtrise des outils informatiques notamment les logiciels de bureau (Word,
* Excel, PowerPoint) et de communication
* Parler couramment Français. Parler une autre langue notamment l’Anglais serait un atout ;
* Avoir une bonne maîtrise de l’outil informatique. Le candidat devra maîtriser au moins les logiciels suivants : Word, Excel, Powerpoint.
* Expérience de travail avec les agences des nations unies sera un atout.

**XIII. SOUMISSION**

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à déposer leur dossier de candidature au plus tard le 30 décembre 2022 à 12 heures, heure des Comores, composé des pièces suivantes :

* Une lettre de motivation.
* Un CV détaillé, à jour, daté et signé.
* Un formulaire P11 des Nations Unies .
* Copies des diplômes et attestations en lien avec le présent appel à candidature et justifiant les expériences retracées dans le CV et le P11.
* Les attestations de bonne exécution de missions similaires.
* Une offre technique de la consultation.
* Une proposition financière forfaitaire incluant les honoraires. Les prix seront exprimés en US$.

Les postulants sont priés de soumettre leur candidature (offres technique et financière) électroniquement en suivant le lien et les directives qui seront précisés dans l’avis de marché.

***Seulement les dossiers de candidature incluant tous les documents ci-dessus pourront être retenus pour la sélection.*** Les candidatures féminines sont vivement encouragées. L’UNICEF est un environnement non-fumeur.

**XIV. SELECTION**

La sélection sera faite sur la base des critères suivants notés sur 100 comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères** | **Nombre de points attribués à chaque critère (total maximal des points = 100)** |
| Être titulaire d’un diplôme bac + 5 en communication ou disciplines apparentés . | 20 |
| Avoir de l’expérience en matière de travail avec les communautés | 30 |
| Proposition technique | 30 |
| Proposition financière \* | 20 |
| Total | 100 |

(\*) : La note financière se calcule en divisant le minimum de tous les budgets éligibles par le budget de l’offre évaluée, multiplié par la pondération (.